

## Note n° 64 aux retraitées et retraités adhérant à Solidaires

Le 17 décembre 2019

### Une grève massive et soutenue par la majorité de la population

Malgré la campagne de désinformation menée par le gouvernement, et ses chiens de garde de l'information, malgré les difficultés que connaissent, en région parisienne notamment, ceux et celles qui se rendent à leur travail, malgré les tentatives de toutes sortes pour tenter de rassurer la population, et particulièrement les retraité-e-s que cette réforme des retraites leur serait bénéfique : la sauce ne prend pas. Compte-tenu des choix politiques de ce gouvernement depuis 2017, il est difficile de le croire quand il met en avant son souci de justice sociale. La grève s'étend. Les citoyen-ne-s sont soit méfiants, soit hostiles à cette retraite à points dont les justifications officielles changent de jour en jour, voire se contredisent. L'UNIRS félicite et soutient la détermination des grévistes et appelle à participer à toutes les initiatives et manifestations.

### La pétaudière

Les gesticulations du Responsable de la Réforme des retraites, ses « oublis », ses mensonges, sa condition manifeste de privilégié, ne sont que le symbole de ce qu'est cette réforme : des motifs fallacieux, une propagande sur l'équilibre du système de retraite par répartition que même les experts officiels peinent à confirmer, un objectif non avoué d'offrir cette manne que constituent les caisses de retraites à la gestion privée et à la spéculation. Ce gouvernement est malhonnête dans ses buts et ses projets ; certain-e-s de ses représentant-e-s le sont aussi. Comment peut-on désormais accorder un minimum de confiance à ce pouvoir ? Jusqu'où Delevoye a-t-il menti sur la retraite à points ? Sur combien de sujets ? Tout nous incite à rejeter ce projet, les analystes économiques qui la justifient, et les responsables qui la soutiennent.

Bientôt les  
fêtes ? Alors...



### Réunion du Groupe des neuf du 16 décembre

#### Bilan et suites du 21 novembre

Le tour de table des neuf organisations syndicales de retraité-e-s a montré un large accord sur la réussite de cette journée : la forte présence de délégations, la cohésion visible dans le mandat donné à une personne pour s'exprimer au nom des neuf, le dynamisme et la combativité des interventions, la compréhension de la lutte contre un système cohérent remettant en cause tous les acquis, ...

**Il est décidé de réaliser un document** avec l'état de la participation, le manifeste à discuter dans les départements et à amender, les deux interventions de la tribune, un compte-rendu des visites aux deux ministères.

#### Rencontre avec le cabinet Buzyn

Les grèves dans les transports n'ont pas permis d'être présents à la rencontre, **il est décidé de demander une rencontre en janvier.**

**Nous disposerons alors du contenu de la loi Grand-âge**, nous aurons l'avis du Conseil constitutionnel sur les recours contre le PLFSS 2020 (non remboursement des exonérations décidées par le gouvernement, les revalorisations et les taux d'exonération de CSG différents selon les retraité-e-s).

**Nous connaissons aussi l'indice des prix officiel pour 2019** retenu par le gouvernement, 1,2 %, nous pouvons préciser la perte de pouvoir d'achat par rapport à cet indice, sans oublier qu'il ne prend pas en compte la fiscalité, les hausses de la santé, ... Le gouvernement ment en disant que le pouvoir d'achat ne baisse pas, nous devons le dénoncer.

#### Propositions d'action

**Un tract sera réalisé pour les marchés et les cérémonies des vœux dans les communes**, en format A4 plié en deux avec des textes courts et des graphiques clairs. Il portera sur la valeur du point et le taux de remplacement, la mauvaise indexation sur l'inflation qui ne va pas s'améliorer à l'occasion de la revalorisation différenciée du 1<sup>er</sup> janvier, l'illusion des 1 000 €, la réversion. Un autre tract portera sur l'aide à l'autonomie.

Lors de la prochaine réunion des neuf, le 10 janvier, nous préparerons une **initiative commune des retraité-e-s et des jeunes**, par exemple sous forme d'une réunion publique.

#### Les « maires »

Nous avons des réponses, mais encore en nombre insuffisant. La récolte de motions de soutien continue, les élections municipales représentent l'occasion d'insister auprès de tous les candidats.

**Nous retenons l'idée d'attribuer un label** du genre « *Municipalité amie des retraité-e-s* », à préciser lors de la prochaine réunion.

**Prochaine réunion** : vendredi 10 janvier 2020 à la FSU.

## Les neuf contre la réforme des retraites

Les retraité-e-s montrent l'exemple de l'unité d'action depuis 2014, y compris contre la réforme des retraites qui, selon le gouvernement « *ne concerne pas les retraités* ». Ce gros mensonge n'a pas empêché les neuf de trouver des points communs contre cette réforme. Ensemble, elles ont appelé aux manifestations des 5 et 17 décembre par un communiqué « *Déclaration du Premier ministre : pas d'amélioration pour les retraités* ».

Ce communiqué note l'absence de revalorisation de toutes les pensions en 2020, la volonté de limiter définitivement le budget consacré aux retraites, la suppression de la réversion pour les moins de 62 ans... Les neuf refusent l'affaiblissement de notre système de retraite par répartition solidaire et de son financement, qui « justifiera » ensuite la poursuite du blocage de nos pensions.

### Ensemble, les neuf organisations revendiquent :

- L'indexation des pensions sur l'évolution des salaires, le maintien et l'amélioration des règles actuelles des pensions de réversion.
- Le rattrapage des années de gel et de sous-indexation.
- Un plan pour la perte d'autonomie à la hauteur des enjeux en termes de créations d'emplois et qui permette une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale.
- Des services publics de proximité en nombre suffisant et la réduction de la fracture numérique.
- Des soins de qualité accessibles à tous, sans dépassement d'honoraire, le maintien et le développement de structures de proximité (hôpitaux, maisons médicales, centres de soins, etc.).

## Les délégations des neuf des départements le 21 novembre

La Bourse du travail de Paris a accueilli 200 personnes le 21 novembre pour la réunion nationale des délégations départementales. La matinée a permis de discuter du PLFSS 2020, le projet de loi de financement de la sécurité sociale qui détermine les budgets pour 2020. La discussion s'est déroulée en deux temps, le pouvoir d'achat et la santé.

### Le pouvoir d'achat

Le regroupement de nos neuf organisations, depuis juin 2014, s'est imposé pour agir ensemble contre la baisse du pouvoir d'achat avec le gel des pensions de Hollande. Les mobilisations se sont multipliées avec Macron qui a baissé le montant des pensions ; elles ont permis un léger recul de Macron, le symbole est important.

L'avenir ne s'annonce pas meilleur, le dernier rapport du Conseil d'Orientation des Retraites, exigé par le gouvernement, envisage notamment une « *revalorisation de 0,5 % par an, soit une perte de pouvoir d'achat de 1,1 % par an* », alors que le déficit est provoqué par la baisse des recettes, notamment « *la contribution de diverses entités publiques dont l'État* ». Et la réforme des retraites a pour objectif de bloquer définitivement la part des dépenses de retraite.

La plateforme revendicative des Neuf, notamment la revalorisation des pensions selon le salaire moyen, soude notre cohésion et fixe les revendications portées par la majorité des personnes en retraite.

### La santé

Le « trou » de la Sécu de 5,1 milliards réapparaît, provoqué par les exonérations de cotisations et les allègements pour les employeurs, que le gouvernement ne compense pas en ne respectant pas la loi Veil de 1994. Il demande 4,2 milliards d'économies malgré la forte mobilisation du personnel. Les hôpitaux devraient faire plus d'économies. La maltraitance institutionnelle des aînés continuera alors que la fin des exonérations financerait les Ehpad. Les Neuf revendiquent un grand service public de l'aide à l'autonomie, la fin des réformes hospitalières. Le gouvernement ne peut être contraint que par les mobilisations.

**Ensuite, les délégations sont intervenues**, très souvent au nom des organisations de leur département. Un manifeste a été adopté pour être porté, après le repas pris en commun dans la Bourse, dans deux ministères :

- **Au ministère de la Santé et des solidarités** : la délégation, bloquée à l'entrée, a remis le manifeste à un responsable qui l'a déposé en mains propres au cabinet de la Ministre.
- **Au ministère de l'Économie et des Finances**, les premiers entrent sans difficultés et se présentent à l'accueil où ils signalent la demande de rencontre envoyée au ministre et demandent à être reçus. Le service de sécurité finit par se rendre compte de « l'invasion » du ministère, ferme des portes avec précipitation... Les délégations refusant de sortir du bâtiment, un responsable finit par prendre notre courrier et notre manifeste afin de le porter au cabinet du ministre.

## L'arnaque des annonces pour l'hôpital

Il faudrait une augmentation des dépenses de 4,4 % pour maintenir les activités actuelles. Le gouvernement a annoncé 2,3 % puis, sous la pression des mobilisations, 2,45 % pour 2020.

Les augmentations seraient de 300 millions en 2020, puis 200 en 2021 et encore 200 en 2022, soit 700 millions en 3 ans. Le ministère tente de masquer les insuffisances en annonçant 1 500 millions sur 3 ans ! Pour ce tout de passe-passe, il donne une année, reprend l'année suivante pour faire semblant de le redonner. Ainsi, 300 de 2020, 300 + 200 de 2021, 300 + 200 + 200 de 2021, ça fait pour lui 1 500 !

Cela ne suffit pas, le gouvernement poursuit sa casse et diminue le service public.



### Korian réprime

Les patrons de Korian s'acharnent sur une lanceuse d'alerte ! Le licenciement de Khadidja a été refusé par le ministère du Travail. Khadidja, déléguée syndicale SUD Santé Sociaux, aide médico-psychologique, a joué son rôle de représentante du personnel et a dénoncé les mauvaises conditions de travail et de traitement (médicaments et nourritures périmés, résident nu laissé au sol, etc.).

Le 6 décembre, au cours d'un entretien préalable pouvant aller jusqu'au licenciement, l'employeur a ressorti les mêmes accusations, lui a reproché le contenu de certains tracts de SUD Santé Sociaux.

**Signez et faites signer la pétition** : cliquer [ici](#).

**Rassemblement de soutien** le 19 décembre à 9 h 30 devant Korian au 23-25 rue de Balzac Paris (8<sup>e</sup>).